

REPUBLIQUE TOGOLAISE

REPUBLIC OF TOGO



**DECLARATION DE S.E. PROF. ROBERT DUSSEY,
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION REGIONALE
ET DES TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR DU TOGO LORS DE LA 80^E SESSION
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES**

**DEBAT GENERAL
NEW YORK (USA), 27 SEPTEMBRE 2025**

Madam President of the 80th session of the United Nations General Assembly,

Excellencies Heads of State and Government,

Distinguished heads of delegation,

Mr. Secretary-General of the United Nations,

Ladies and gentlemen,

I would first like, on behalf of the **President of the Council of Togo, H.E. Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE**, the Government and the people of Togo, to extend our warm congratulations to **Ms. Annalena BAERBOCK** on her election as President of this 80th session of our General Assembly.

Faced with the many challenges confronting our common organization, Madam President, I wish to assure you of my country's full support and express my deep conviction that your leadership and relational intelligence will enable you to successfully lead the work of this session.

I also wish to pay well-deserved tribute to your predecessor, **Mr. Philemon YANG**, for the practical wisdom and constant availability he demonstrated in leading the work of the 79th session.

It is also particularly pleasing for me to commend the efforts of the Secretary-General, **Mr. António GUTERRES**, to revitalize our common institution, whose effectiveness is threatened by the return of unilateralism and the law of force to the detriment of the force of international legality.

In an international context of extreme confusion, where everything is upside down, it is not easy to be Secretary-General of the United Nations. That is why Togo gives you its full support.

Madam President,

The choice to place this session under the theme “**Better together: 80 years and more for peace, development and human rights**”, offers us the

opportunity not only to highlight the achievements of the past eight decades, but also, and above all, to reflect on the next steps to take in view of the challenges that continue to weigh on our shared vision of a peaceful, just and prosperous world.

**Madame la Présidente,
Mesdames et messieurs,**

Comment vous parler des affaires du monde sans parler des performances remarquables de notre pays le Togo ? soyez rassurez le Togo va bien, le Togo va même mieux.

Au bénéfice de nos populations, mon pays le Togo a enregistré ces dernières années, des avancées significatives, largement reconnues dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Le gouvernement a fait de l'Agenda 2030 non pas un simple cadre de référence, mais la véritable boussole des politiques publiques.

Plus de 70 % des cibles des ODD sont désormais intégrées dans les stratégies nationales, en particulier à travers la feuille de route gouvernementale 2020-2025, qui s'articule autour de quatre piliers essentiels: le social, l'économique, l'environnemental et la gouvernance.

Par exemple :

1. Au titre des réformes liées à l'amélioration des systèmes de gestion des finances publiques et de pilotage des investissements publics, le gouvernement a mené des actions remarquables que voici :
 - ✓ Digitalisation et simplification des procédures fiscales et douanières ayant accru la mobilisation des recettes fiscales de l'Office togolais des recettes
 - ✓ Opérationnalisation du guichet unique de dépôt des états financiers (GUDEF), qui permet de faire un seul dépôt d'état financier numérisé

- ✓ Digitalisation des procédures de délivrance des titres fonciers pour la production de titres fonciers numériques
- ✓ Opérationnalisation de l'Unité de politique fiscale (UPF) permettant l'élaboration du rapport annuel sur l'évaluation des dépenses fiscales à annexer au projet de loi de finances
- ✓ Consolidation de la réforme du budget programme et la budgétisation par programme
- ✓ Renforcement du cadre juridique du contrôle de la gestion des finances publiques avec notamment la création et l'opérationnalisation d'un cadre de concertation des corps de contrôle
- ✓ Renforcement du cadre juridique de la commande publique avec notamment l'adoption des lois relatives aux marchés publics et aux contrats Partenariat-Public-Privé en 2021 afin de rehausser le niveau de consommation des crédits budgétaires alloués aux projets d'investissements

2. Au titre des réformes liées à l'amélioration du climat des affaires

- ✓ Possibilité de tenir des audiences en ligne
- ✓ Réduction des délais pour les procédures et actes judiciaires
- ✓ Digitalisation de la gestion des affaires et de la saisine à la cour d'arbitrage du Togo
- ✓ Digitalisation des formalités de création, de modification statutaire d'entreprise et de déclaration des bénéficiaires effectifs
- ✓ Digitalisation de la délivrance du permis de construire
- ✓ Numérisation complète de l'émission de titres fonciers

Ces différentes réformes en matière du climat des affaires a permis au Togo de réaliser la troisième performance en Afrique subsaharienne (ASS).

De façon générale, les différentes réformes opérées par le gouvernement togolais dans sa feuille de route 2025 ont permis plusieurs réalisations suivant les axes définis.

- ✓ 90,7 % d'accessibilité géographique aux soins de santé en 2023 soit une augmentation de 19,3% depuis 2020.
 - ✓ Lancement de l'assurance maladie universelle avec ~3 millions de personnes couvertes (y compris les élèves couverts par School AMU).
 - ✓ 150 milliards investis dans le secteur de la santé (projet ELIPSE, SSECQU, centre de Technologie).
 - ✓ 86% d'accès en eau potable en 2024 soit une augmentation de 26% depuis 2020.
 - ✓ 74,5% d'accès à l'électricité avec la réduction de la dépendance énergétique de l'extérieur de 64% en 2020 à ~ 50% en 2025.
 - ✓ 24,8% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté en 2025 contre 51,1% en 2020.
 - ✓ 85,7% d'inclusion financière avec Octroi de 197 916 crédits (allant de 30 000 à 50 millions FCFA) d'une valeur de 18,32 milliards de FCFA.
-
- ✓ Accroissement des rendements agricoles (2020-2025) de 11%, 7%, 17%, 32% respectivement pour les filières maïs, riz, manioc et soja.
 - ✓ 9,8 milliards FCFA octroyés pour le financement de 176 000 producteurs.
 - ✓ 2 462 995 hectares de superficies cultivées en 2024 soit une augmentation de 12,21% par rapport à 2020 (2 195 038 ha).
 - ✓ 30,6 millions de tonnes de marchandises accueillies au Port autonome de Lomé en 2024 contre 25,9 millions de tonnes en 2020.
 - ✓ 4472 Km de pistes rurales aménagées et 485 Km de routes bitumées construites et réhabilitées sur tout le territoire à fin décembre 2024.
 - ✓ 1,5 million de passagers accueillis en 2024 à l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma en 2024.

- ✓ 10 unités industrielles opérationnalisées à la suite de la construction de la plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) couvrant une superficie de 800 hectares.
 - ✓ 346 milliards FCFA investis par les projets agréés en zone franche ou sous régime du code des investissements au Togo.
-
- ✓ 90 % de couverture internet fixe et mobile (vs 75 % en 2020) et une capacité réseau internet multipliée par 20 grâce au câble Equiano.
 - ✓ + 67,6% de recettes budgétaires passant de 655,2 Mds en 2020 à 1 098,1 Mds en 2024.
 - ✓ Recrutement de ~25 000 agents de la fonction publique (santé, éducation, etc.).
 - ✓ 3,4 % de véhicules électriques neuf/an dans les immatriculations en 2025 (vs 0,003 % en 2020).
 - ✓ Digitalisation de près de 200 services publics.
 - ✓ Hausse du ratio recettes fiscales/PIB de 12,4 % en 2020 à 14,4 % en 2024.
 - ✓ 60 % de côtes protégées contre l'érosion côtière (vs 44% en 2025) grâce à 18 km d'ouvrages de protection.
 - ✓ Mise en terre de 40 millions de plants sur 48 000 hectares de terrain.

Les différentes réalisations dans le cadre de la mise en œuvre de cette feuille de route ont permis d'accélérer la croissance économique du Togo pour la porter à 7% en 2025 et de maîtriser l'inflation. A titre illustratif, le rapport 2024/2025 du PNUD sur l'IDH met en évidence l'évolution du Togo sur les indicateurs relatifs au revenu, à la scolarisation et à l'espérance de vie.

Dans la zone UEMOA, le Togo fait partie des deux seuls pays classés comme « pays à développement humain moyen », et occupe la 2eme place du

classement IDH dans la zone. Dans la zone CEDEAO, le Togo occupe la 4eme place du classement IDH.

Ces résultats témoignent de la détermination du gouvernement togolais à conjuguer résilience économique, stabilité sociale et ambition de développement durable, dans un contexte mondial marqué par de multiples défis.

Madame la Présidente,

Mon pays se modernise et se projette avec confiance vers l'avenir. Mais les efforts ainsi consentis ne sont pas à l'abri des menaces terroristes qui pèsent sur le Sahel et l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

Je voudrais, en ce lieu solennel, rendre un hommage appuyé à toutes les victimes, civiles comme militaires, qui ont consenti le sacrifice suprême dans ce combat difficile.

Madame la Présidente,

Mesdames et messieurs,

Cette année 2025, les Nations Unies ont quatre-vingt ans d'existence et quatre-vingt ans c'est l'âge de la maturité et du bilan. Nous avons fait du chemin ensemble. Mais, il nous faut, à cette étape de notre marche commune, avoir l'audace de se poser les bonnes questions, celles qui ouvrent la voie à des perspectives véritablement heureuses pour l'humanité.

Nous devons reprendre la main sur le cours des événements pour les orienter vers l'édification d'un monde moins heurté et plus juste. Pour cela, le monde ne peut rester inaudible face aux voix qui résonnent de toute part pour réclamer le changement de l'ordre international qui a été imposé par un petit groupe d'Etats aux intérêts tantôt convergents tantôt divergents, il y a huit décennies.

Mesdames et messieurs,

Comme vous le Saviez, l'Union africaine a choisi pour thème pour l'année 2025 « **Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine par les réparations** ». C'est à la lumière de cette ardente soif de justice qu'il faut comprendre le combat actuel de l'Afrique pour les réparations. L'Afrique, réclame la justice et son pendant la réparation. L'Afrique réclame justice pour avoir été humainement pillée et humiliée à travers l'esclavagisation de ses fils et ses filles pendant plus de quatre siècles. Plus de 20 millions d'Africains ont été arrachés à leurs familles et déportés vers les Amériques où ils ont été mis en esclavage. Les âmes de ces millions d'hommes sont en attente de justice.

L'Afrique réclame justice pour avoir été désorientée et profondément perturbée dans sa trajectoire historique par près d'un siècle de colonialisme. L'Afrique réclame justice pour avoir payé de son sang et de ses ressources la prospérité d'autres continents. L'Afrique réclame justice parce qu'entre 80 et 90% de son patrimoine culturel se trouve aujourd'hui dans des musées étrangers. L'Afrique réclame justice parce que des restes humains africains demeurent entre les mains des étrangers en dehors du continent en violation des lois sacrées de l'Humanité. L'Afrique réclame justice parce que sa contribution significative à la victoire sur les ténèbres du fascisme au 20^e siècle a été négligée lors de la fondation des Nations Unies en 1945. L'Afrique réclame justice parce qu'elle a été exclue pendant 80 ans des instances décisionnelles du monde. L'Afrique réclame justice parce que le Conseil de Sécurité est assis sur le droit de ses peuples à une juste et équitable représentativité en son sein.

Africa demands justice because its children continue to be victims of racism and humiliation around the world. Africa demands justice because, as has been said, there exists a unique and unprecedented moral debt toward African peoples which has not yet been paid. Humanity has never been so humiliated as it was through the enslavement of our forebears and the colonization of Africa, the cradle of all human civilization.

Soyez rassuré l'Afrique n'est pas tournée vers le passé. Nous n'invoquons pas la mémoire de l'esclavage et de la colonisation pour ressasser la douleur. Nous le faisons pour construire un avenir de justice et d'équité.

Mesdames et messieurs,

Pour illustrer mes propos, je voudrais commencer en vous montrant une carte du monde. Une carte qu'on a tous étudié à l'école. On l'appelle un planisphère, en langage technique on l'appelle la projection de Mercator, du nom d'un cartographe Flamand, Gerardus Mercator. Et sur cette carte qu'on utilise tous, il y a un gros problème.

La projection Mercator, héritée du XVI^e siècle, réduit le continent d'environ moitié tout en grossissant l'Europe et l'Amérique du Nord. L'Afrique s'étend sur plus de 30 millions de km², soit trois fois la superficie des États-Unis. Pourtant, sur nos cartes du monde, elle paraît à peine plus vaste.

Avec une superficie d'environ 30,3 millions de km² (11,7 millions de miles carrés), y compris les îles adjacentes, elle couvre 20 % de la superficie terrestre de la Terre et 6 % de sa superficie totale. Avec près de 1,4 milliard d'habitants en 2021, elle représente environ 18 % de la population mondiale.

La taille de l'Afrique est minimisée intentionnellement. Elle est minuscule de la même taille que le Groenland ou la Russie et pourtant c'est faux quand on pense à la taille réelle du continent et de ses 54 pays. L'Afrique seule peut contenir les États-Unis, la Russie, l'Inde, la France, la Grande Bretagne, la Chine etc...

C'est pourquoi le Togo en soutien à l'union africaine appelle à corriger la représentation de l'Afrique sur les cartes du monde. Avec la campagne que je demande aux Nations Unies de soutenir « Correct the MAP ». Il faut décoloniser la géographie. Il faut une nouvelle cartographie politique de l'Afrique.

You also understand why, at the second Africa– Caribbean summit held on 7 September in Addis Ababa, Ethiopia, Africa and the Caribbean reaffirmed their determination to put their fraternal, transcontinental partnership at the service of reparative justice for Africans and people of African descent, and emphasized the need to move toward **“the creation of an African Union Decade for justice for Africans and people of African descent (2026 2036) through reparations.**

I wish here to salute our brothers and sisters in the Caribbean who have grasped the meaning of this struggle: you have understood that by standing together for the cause of reparations, we will advance it more effectively. This too is the essence of Pan-Africanism, a Pan-Africanism for justice and for the cause of reparations.

It was the same thirst for justice that prompted Togo to submit to the deliberative bodies of the African Union the initiative that led to the decision adopted by the Assembly of Heads of State and Government of our continental organization, on 16 February 2025, to classify slavery, deportation and colonization as crimes against humanity and **genocide** against the peoples of Africa.

This decision marks a major event for Africa and peoples of African descent, for it counters the logic whereby descendants of perpetrators dictate the terms of the debate and name their crimes, rather than the rightful heirs of the peoples who suffered those crimes in their flesh.

Mesdames et messieurs,

Les Nations Unies ne doivent pas rester indifférentes à la justice réparatrice puisque les crimes et les injustices passés non réparés, où qu'ils soient, fournissent du carburant aux crises et conflits de notre temps et alimenteront ceux à venir. Les crises actuelles se nourrissent des injustices du passé non soldées, parce que les peuples ont la mémoire de leurs blessures. La réparation des crimes et des injustices du passé fait partie des recettes qu'il nous faut pour repacifier le monde et les relations entre les civilisations.

L'Afrique, en tant que continent de résilience et d'espoir, incarne cette nécessité de justice réparatrice. La reconnaissance des injustices du passé, en particulier à travers des actions concrètes en faveur des réparations constitue une étape indispensable pour établir une paix durable et une cohésion sociale.

C'est pourquoi, du haut de cette tribune et avec gravité, je voudrais interpeller l'opinion publique universelle sur la nécessité d'avoir le courage d'affronter la question des réparations. Aujourd'hui, l'Afrique tient debout à la face du monde et réclame réparation.

Réparer les crimes du passé, c'est réparer l'Histoire. Et réparer l'Histoire, c'est lever les obstacles pour plus de justice et d'équité dans le monde ; c'est démanteler les systèmes fondés sur l'exploitation, qui continuent d'influencer et de structurer la vie de plusieurs peuples ; c'est sauver le monde de l'oubli et perpétuer la mémoire des millions de personnes ; c'est agir au présent pour corriger les préjudices du passé ; c'est libérer le monde de la discrimination et du racisme ; c'est sortir du « piège sans fin » de l'exclusion et du déni de justice.

Parmi les réparations que l'Afrique attend du monde, il y a, outre celles de la Traite Atlantique et de la colonisation, les réparations devant impliquer une reconfiguration des systèmes commerciaux mondiaux et des réformes économiques et financières globales, la restructuration de la dette, des réparations structurelles pour une juste et équitable représentativité dans les instances internationales.

Les réparations ne consistent pas seulement en une compensation matérielle. Elles doivent aussi prendre la forme d'investissements durables dans l'éducation, dans les infrastructures, dans la santé, dans la science et la technologie, qui permettront à l'Afrique de rattraper les retards accumulés et de libérer pleinement son potentiel.

Dans la Résolution **Pacte pour l'Avenir** adoptée l'année dernière par les chefs d'État et de gouvernement, représentant les peuples du monde, réunis ici à New York au siège de notre institution, nous avons ensemble souligner l'urgente nécessité de réformer le Conseil de Sécurité pour le rendre plus

représentatif et adapté au monde tel qu'il est aujourd'hui, Il nous faut passer à l'action. La réforme du Conseil de Sécurité est une question de réparation d'un préjudice historique faite à l'Afrique et à d'autres peuples du monde.

La réforme du Conseil de sécurité, avec l'octroi de sièges permanents à l'Afrique, est un impératif de dignité et de justice. Mais cette réforme doit aller de pair avec la reconnaissance que les inégalités mondiales actuelles sont enracinées dans des injustices historiques. Refuser de les aborder, c'est perpétuer un multilatéralisme inachevé.

La réforme des institutions multilatérales que réclament les peuples d'Afrique depuis des décennies, et qui se fait avec insistance et plus ardemment en ces temps de fortes perturbations mondiales, doit donc être comprise comme une demande de réparation en compensation de la marginalisation de l'Afrique au sein des institutions multilatérales.

Cet aspect de la réparation, très spécifique et constituant l'une des composantes essentielles de la réparation globale que l'Afrique est en droit d'attendre du monde, sera au cœur du 9^e Congrès panafricain de Lomé portant sur « **Renouveau du panafricanisme et rôle de l'Afrique dans la réforme des institutions multilatérales : mobiliser les ressources et se réinventer pour agir** ». J'invite toute la communauté africaine et ses partenaires ainsi que toutes les bonnes volontés éprises de justice à faire de ce rendez-vous un succès historique.

Par la réparation, nous réussirons à renouveler la confiance des peuples dans les institutions multilatérales, en commençant par les Nations Unies. La réparation nous permettra de nous projeter ensemble dans une humanité réconciliée avec elle-même. Rendre justice aux peuples meurtris par des crimes et des injustices historiques, c'est contribuer à réparer le monde au grand bonheur de tous.

Madame la Présidente,

Mesdames et messieurs,

L'Afrique a été laissée de côté au cours des quatre-vingt dernières années dans la gouvernance mondiale. Il est grand temps de réparer cette injustice.

Très rarement, l'Histoire offre des occasions aussi propices comme celles qu'elle nous offre aujourd'hui pour changer la marche du monde.

Après tant d'injustices historiques contre l'Afrique, le moment est venu de les réparer dans la perspective d'une éthique de la repentance et de la reconstruction d'une nouvelle relationalité. Ce combat que nous menons, n'est pas seulement un combat africain. Il s'agit d'un combat pour l'humanité. Un combat pour que jamais plus les injustices du passé ne dictent les inégalités du présent.

C'est pourquoi nous demandons aux Nations Unies à son tour et pour sa crédibilité de qualifier la traite transatlantique, la colonisation, l'esclavage, la déportation comme non seulement des crimes contre l'humanité mais et surtout de GENOCIDE contre les peuples d'Afrique.

Génocide, Génocide,

Génocide, Génocide,

Génocide, Génocide.

Je vous remercie.